

**Vendredi 29 et samedi 30 juillet 2016,  
Dans le cadre du festival Jazz In Marciac (Gers)**

Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir ?

***Sur la politique européenne...***

Avec Eric Andrieu<sup>1</sup> et Marc Tarabella, eurodéputés.

Alors que les crispations identitaires et la défiance montent dangereusement un peu partout en Europe, les Controverses de Marciac 2016 invitaient deux eurodéputés, Eric Andrieu (France) et Marc Tarabella (Belgique), à instruire la question : Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir, en matière de politique européenne ? Réponses courageuses et mises en garde... Attention, nous sommes à la veille d'une rupture.

**Stéphane Thépot, journaliste. Marc Tarabella, vous siégez au Parlement européen en qualité de représentant de la Wallonie. Il y a aussi des députés belges flamands. Rassurez-moi, la Belgique existe-t-elle encore ? Plus sérieusement, pouvez-vous nous expliquer comment les députés européens sont élus dans votre pays ?**

**Marc Tarabella.** Je vous rassure, la Belgique existe toujours. Elle a un mode de fonctionnement particulier qui serait trop long à expliquer ici. J'ai beaucoup plus de chance que mon ami et collègue Eric Andrieu. Lui doit faire campagne dans 18 départements et moi dans 5 provinces seulement. Il y a 21 eurodéputés belges : 12 néerlandophones, 8 francophones et un germanophone.

**Vous êtes aussi bourgmestre, « maire » en français dans le texte. La question du cumul des mandats se pose-t-elle aussi chez vous ?**

J'ai été élu maire à 21 ans d'une petite commune de 4 000 habitants, et réélu avec un score digne d'un élu du Sud-Ouest (66%). Il est possible de cumuler et c'est sans doute davantage possible, puisque Bruxelles est à seulement 120 km. Je fais le trajet tous les jours, parfois en train.

**Pour terminer les présentations, vous êtes fils d'exploitant agricole et socialiste, ce qui se devine aisément à votre polo rose...**

J'aurais peut-être dû mettre du rouge ! Le rose, c'est un clin d'œil à mes origines à moitié italiennes et au Giro ; chez vous, le leader du Tour de France porte le maillot jaune, là-bas il est rose. Mon père était ouvrier-carrier de Toscane et ma maman agricultrice. J'ai vécu les 24 premières années de ma vie dans une petite ferme, 17 hectares, 50 têtes de bétail, les fameuses vaches Blanc-Bleu Belge.

---

<sup>1</sup> Retrouvez les portraits de Eric Andrieu et de Marc Tarabella  
[http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Document\\_repere-3.pdf](http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Document_repere-3.pdf)

**Les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon viennent de fusionner, mais votre circonscription est encore plus vaste puisqu'elle remonte jusqu'à Bordeaux et une partie de la Nouvelle-Aquitaine. Eric Andrieu, comment fait-on pour représenter un aussi vaste territoire ?**

**Eric Andrieu.** Sur les 74 eurodéputés français, nous sommes dix élus pour représenter une circonscription qui s'étend de la Gironde à la vallée du Rhône. Contrairement à Marc qui peut rentrer chez lui tous les soirs, je dois m'organiser pour partager mon temps entre le Parlement et ma circonscription. Du lundi au jeudi, je suis à Bruxelles ou à Strasbourg. J'arrive le jeudi à l'aéroport de Toulouse pour aller à la rencontre des professionnels et des élus des 18 départements, essentiellement des agriculteurs puisque j'appartiens, comme Marc, à la commission Agriculture du Parlement. J'ai aussi été maire, conseiller départemental et conseiller régional, mais je n'exerce plus qu'un seul mandat.

**Comment fait-on pour défendre à la fois les vins de Bordeaux et du Languedoc-Roussillon à Bruxelles ou Strasbourg ? Quelle place pour les « terroirs » dans la Politique agricole commune ?**

C'est la question du modèle agricole français et de la diversité qui a déjà été beaucoup abordé ici, à Marciac. Chacun comprend bien qu'un eurodéputé qui défend le modèle français et ses agricultures ne voit pas nécessairement les débats autour du traité TAFTA, par exemple, de la même façon qu'un eurodéputé danois ou néerlandais. Nous n'avons pas la même approche du lien entre agriculture et territoires. La question n'est pas seulement celle du modèle agricole, mais aussi celle du modèle sociétal. On demande aux agriculteurs de répondre à des problématiques sur lesquelles on n'a pas fixé d'objectifs. A quelle société aspirons-nous ? Tant que le politique n'aura pas répondu avec courage à cette question-là, on sera comme de grands épiciers, on a une enveloppe financière et on demande aux représentants professionnels de les distribuer. Mais on ne répond pas à la question du sens. Il faudrait que nous puissions avoir un débat au sein du Parlement. Il faudrait amener tous les responsables de la DG Agri de la Commission européenne à Marciac pour avoir des débats de fond.

**Marc Tarabella, vous avez trois « ministres » de l'agriculture en Belgique. Votre pays a-t-il encore une politique agricole ?**

**Marc Tarabella.** On est le pays du surréalisme artistique, mais aussi politique. On a « fédéralisé » les politiques, l'agriculture est une politique régionale. Il y a un ministre wallon de l'agriculture, et un ministre flamand. Il n'y a pas de ministre de l'agriculture à Bruxelles, parce qu'il n'y a que deux fermes, et elles sont pédagogiques toutes les deux. Quand le ministre wallon prend une mesure, par exemple en faveur des quotas laitiers et que la Flandre dit vouloir sortir des quotas, le ministre fédéral doit fermer sa gueule. Il ne peut que s'abstenir. Idem pour les OGM. Les Wallons ont dit non, les Flamands ont dit oui. C'est la Belgique, mais ça fonctionne ! On a un principe en Belgique : on ne doit jamais mentir aux citoyens. Pourquoi rigolez-vous ? On essaie aussi de répondre aux questions posées.

Comme Gilles Allaire tout à l'heure, je vais parler de quatre ruptures qui me semblent utiles dans le concert européen. La première, c'est d'arrêter les réformettes de 5 ans. On doit avoir une politique stratégique à 25 ans, à 30 ans. Nous n'avons que 6% des agriculteurs qui ont moins de 35 ans. On a une crise des vocations. Les 3/4 des agriculteurs ne savent pas à qui ils vont remettre leurs fermes. Il manque une vue stratégique à long terme. Je vais citer deux hommes politiques français pour qui j'ai une profonde admiration. Edgar Pisani, que j'ai eu la chance de rencontrer grâce à Jean-Marie Guilloux et Valérie Péan à Toulouse, à l'Université du Mirail. Il disait que les sociétés modernes commettaient l'erreur de mépriser les métiers dont elles ont le plus besoin : médecins, enseignants, agriculteurs. Deuxième rupture : le découplage des aides. C'est une imbécilité de payer des aides à l'hectare. Troisième rupture : la dérégulation des marchés. Là, je veux rendre hommage à Michel Rocard. Les quotas, c'est lui. A l'époque, les 3/4 des dépenses agricoles de l'Union étaient

consacrées à stocker, voire détruire des productions agricoles. L'instauration des quotas, très critiquée par le monde agricole à l'époque, a montré pendant trois décennies qu'elle fonctionnait plutôt pas mal. Aujourd'hui, on a dérégulé à la demande des ultra-libéraux et le prix du lait n'est plus rémunérateur pour les producteurs. Quatrième rupture : le commerce à tout crin. Je ne suis pas opposé au commerce, mais les accords de libre-échange sont scandaleux. L'agriculture arrive en dernier dans les négociations, elle n'est plus qu'une variable d'ajustement. On va imposer des accords aux pays les moins avancés pour y exporter la junk food produite à bas coûts qui va concurrencer leurs productions alimentaires. On aura besoin de plus de viande demain. On réfléchit de manière trop « euro-centrique ». Dans les pays qui se développent, on va commencer à manger moins de patates douces et plus de volailles, et peut-être plus de bœuf après. On doit permettre à ces pays de produire ces protéines eux-mêmes. Dernière réflexion sur l'Europe à 28, ou à 27. Je n'ai pas été triste après la victoire du Brexit, mais il y a aussi des Britanniques à l'Est. Il y a des pays comme la Pologne qui ne considèrent l'Europe que comme un distributeur de billets. Quand les dirigeants nationaux disent « c'est la faute de Bruxelles », chez nous en Belgique on dit « c'est la faute de l'Europe ». En fait, ce sont les gouvernements nationaux qui n'arrivent pas à s'entendre au Conseil de l'Europe et laissent la bride aux ultra-libéraux de la Commission. Baroso a joué pendant dix ans la compétition intérieure, la concurrence déloyale des pays et des entreprises. C'est contraire à l'esprit européen de départ. Il faudra sans doute repartir avec un projet commun à moins de pays, un noyau de 15 pays, peut-être moins, autour de la zone euro.

### **Avant de prendre les questions dans la salle, une réaction Eric Andrieu ?**

**Eric Andrieu.** J'abonde bien entendu tout ce que vient de dire Marc. J'ajouterai simplement qu'en 54 ans, l'évaluation de l'impact de la PAC sur les emplois n'a jamais été réalisée. L'emploi est pourtant la priorité n°1 de la Commission aujourd'hui. Le budget de la PAC représente encore 40% du budget de l'UE. En fait, nous n'avons pas de budget. Cela ne représente que 1% du budget de chacun des Etats, on fonctionne comme un syndicat à vocation multiple. Le défi, ce serait de passer du SIVOM au statut des communautés de communes. On vote des dépenses, mais pas de recettes. Il faut bien prendre conscience que l'Europe s'est construite pas à pas, en prenant son temps. Aujourd'hui, tout va très vite autour de nous, les pays dits émergents ont émergé. On ne pourra plus prendre notre temps. Nous sommes à la veille d'une rupture. Quand je vois qu'on n' pas traiter la question de la sortie du Royaume-Uni après le vote, ça ne peut pas nous rassurer. On est dans l'incapacité d'inventer demain, alors qu'on aurait besoin de plus d'Europe. Pas seulement sur l'agriculture. Quand je vois l'Europe sous-traiter la question des migrants à la Turquie, je me dis que c'est la fin de l'histoire.

### **Réactions et questions de la salle**

- Si on lâche les pays de l'Est alors qu'ils frappent à la porte il y a quelques années, il ne faudrait pas abandonner les pays de la Méditerranée.
- Ce n'est pas une Politique agricole, mais une Politique alimentaire commune qu'il nous faudrait
- Qu'ont fait les socialistes et les sociaux-démocrates quand ils étaient majoritaires ? Nous sommes minoritaires face aux ultra-libéraux qui ne veulent plus d'Europe.
- Quel noyau politique et géographique ?
- Sur le terrain, les agriculteurs ne comprennent pas une politique agricole européenne trop complexe.

- Rompre avec les marchés débridés et l'ultra-libéralisme, mais comment ? Les Chinois achètent des terres en France et les Italiens viennent acheter les noisettes de la région pour faire leur Nutella ?

**Eric Andrieu.** Entre Poutine et Trump, qui peut être élu aux USA, nous n'avons plus le temps de prendre le temps. Et quand je vois que même dans des lycées agricoles, des jeunes ne font plus le lien entre ce qu'ils apprennent à produire et ce qu'ils mangent, ça m'interpelle. On doit se bagarrer à Bruxelles pour expliquer que dans les Cévennes, il y a encore de vraies chèvres qui font du vrai lait. Il faut emmener un Pélardon pour expliquer ce qui est produit dans les bois. Le commissaire européen a décidé de gérer la crise du lait par la faillite. Je vois des producteurs fermer boutiques, ce n'est pas acceptable.

**Marc Tarabella.** On tolère l'intolérable dans nos familles politiques. En Hongrie, Viktor Orbán est un fasciste mais le parti populaire ne dit rien. L'article 7 prévoit d'exclure un pays, sauf qu'il faut que ce soit à l'unanimité des Etats-membres. Un mot d'optimisme tout de même. L'Union européenne, même avec ses fonctionnaires ultra-libéraux, est une machine qui fonctionne plutôt bien avec seulement 0,08% de la richesse européenne. Dans l'environnement par exemple : quand j'étais petit, la cime des arbres devenait rousse en été à cause des pluies acides. L'Europe a été plus contraignante pour l'industrie chimique que partout ailleurs dans le monde, malgré les lobbies. Mais quand on veut développer l'énergie solaire, ce sont des panneaux chinois qui débarquent. Soyons pragmatiques et osons le protectionnisme ! Mais sans fermer la porte aux autres. Les noisettes du Nutella, c'est génial. Moi, je suis admiratif de Ferrero, une entreprise du Piémont italien qui est restée familiale. Si elle s'intéresse à vos noisettes, créez une coopérative et contractualisez avec eux pour obtenir un prix correct et développer l'emploi.

Document réalisé par la Mission Agrobiosciences (MAA-INRA).

[www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)  
<http://controverses-de-marciac.eu/>

Avec le soutien du ministère de l'Agriculture, du Conseil départemental du Gers et de la Région Occitanie.

En partenariat avec Jazz In Marciac, la FN Cuma, La Ruche Qui Dit Oui et Science Animation.

